

Ville de Bagnols-sur-Cèze
Département du Gard - Arrondissement de Nîmes

Délibération n° 102/2018
du Conseil municipal
Séance du 24 novembre 2018

Date d'envoi des convocations
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 13 novembre 2018
Nombre de Conseillers municipaux : 33
Nombre de Conseillers municipaux présents : 28
Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 3
Nombre de Conseillers municipaux absents : 2

L'an deux mille dix-huit, le 24 novembre 2018 à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire

Conseillers municipaux présents : M. Jean-Yves **CHAPELET**, M. Denis **RIEU**, Mme Emmanuelle **CREPIEUX**, M. Maxime **COUSTON**, Mme Ghislaine **COURBEY**, M. Michel **CEGIELSKI**, Mme Monique **GRAZIANO**, M. Vincent **POUTIER**, M. Rémy **SALGUES**, M. Jean Christian **REY**, Mme Catherine **EYSSERIC**, Mme Karine **GARDY**, M. Raymond **MASSE**, Mme Laurence **VOIGNIER**, M. Christian **SUAU**, Mme Aldjia **SAAIDIA**, M. François **PENCHENIER**, Mme Christine **MUCCIO**, M. Philippe **BERTHOMIEU**, Mme Carole **BRESCHET**, M. Anthony **CELLIER**, M. Serge **ROUQUAIROL**, Mme Claudine **PRAT**, M. Christian **ROUX**, Mme Yvette **ORTIZ**, M. Claude **ROUX**, M. Jean-Pierre **NAVARRO**, Mme Anne-Marie **AYMERIC**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : Mme Ghislaine **PAGES** *procuration à G. COURBEY*, M. Ali **OUATIZERGA** *procuration à J-Y CHAPELET*, Mme Murielle **ISNARD** *procuration à D. RIEU*

Conseillers municipaux absents : M. Stéphane **PEREZ**, M. Michel **AYMERIC**

Secrétaire de séance : Rémy **SALGUES**

Objet : Mise en place d'une part supplémentaire « IFSE régie » dans le cadre du RIFSEEP

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique d'État,

Vu la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu les arrêtés ministériels des corps de référence dans la Fonction Publique de l'État,

Considérant que l'indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes prévue par l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 n'est pas cumulable avec le RIFSEEP au sens de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014, il est décidé d'instaurer une part supplémentaire « IFSE régie » dans le cadre du RIFSEEP,

Considérant que l'indemnité susvisée fera l'objet d'une part « IFSE régie » versée en complément de la part fonction IFSE prévue pour le groupe de fonctions d'appartenance de l'agent régisseur, ceci permettant de l'inclure dans le respect des plafonds réglementaires prévus au titre de la part fonctions,

Considérant que la question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2018,

Le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- d'instaurer une part supplémentaire « IFSE régie » dans le cadre du RIFSEEP aux fonctionnaires titulaires et stagiaires mais également aux agents contractuels responsables d'une régie,
- d'attribuer annuellement, en complément de la part fonction IFSE, une « IFSE régie », au taux maximum pour les régisseurs titulaires et de moitié pour les régisseurs suppléants selon la réglementation en vigueur,

- que pour les agents, dont le cadre d'emplois n'est pas encore impacté par le RIFSEEP, ils restent soumis aux délibérations antérieures,
- d'inscrire les crédits correspondants au budget.

Fait et délibéré à Bagnols-sur-Cèze, le 24 novembre 2018

Pour copie conforme au registre
Bagnols-sur-Cèze, le 24 novembre 2018

Le Maire
Jean-Yves CHAPELET